

Rapport annuel de la Banque de France

Exercice 2012

Lettre introductive

Christian Noyer,
Gouverneur de la Banque de France

Paris,
28 mai 2013

Introduction

Face à des défis exceptionnels, le soutien de la croissance française nécessite cohérence et crédibilité dans :

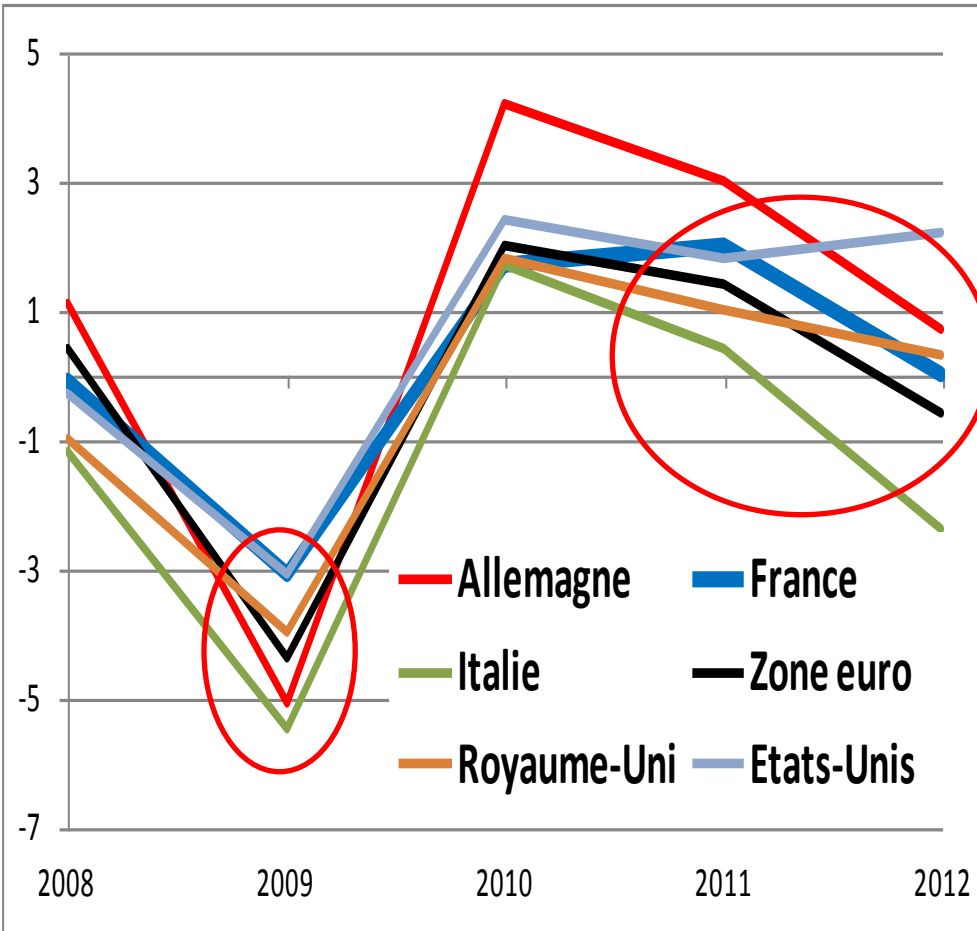
1. La lutte contre le chômage et la réforme du marché du travail
2. La nécessaire réduction des dépenses publiques
3. La restauration de la compétitivité des entreprises
4. La mutation du financement de l'économie
5. La politique d'offre de logements
6. L'action de l'Eurosystème au service de l'économie



1. Lutter contre le chômage et réformer le marché du travail

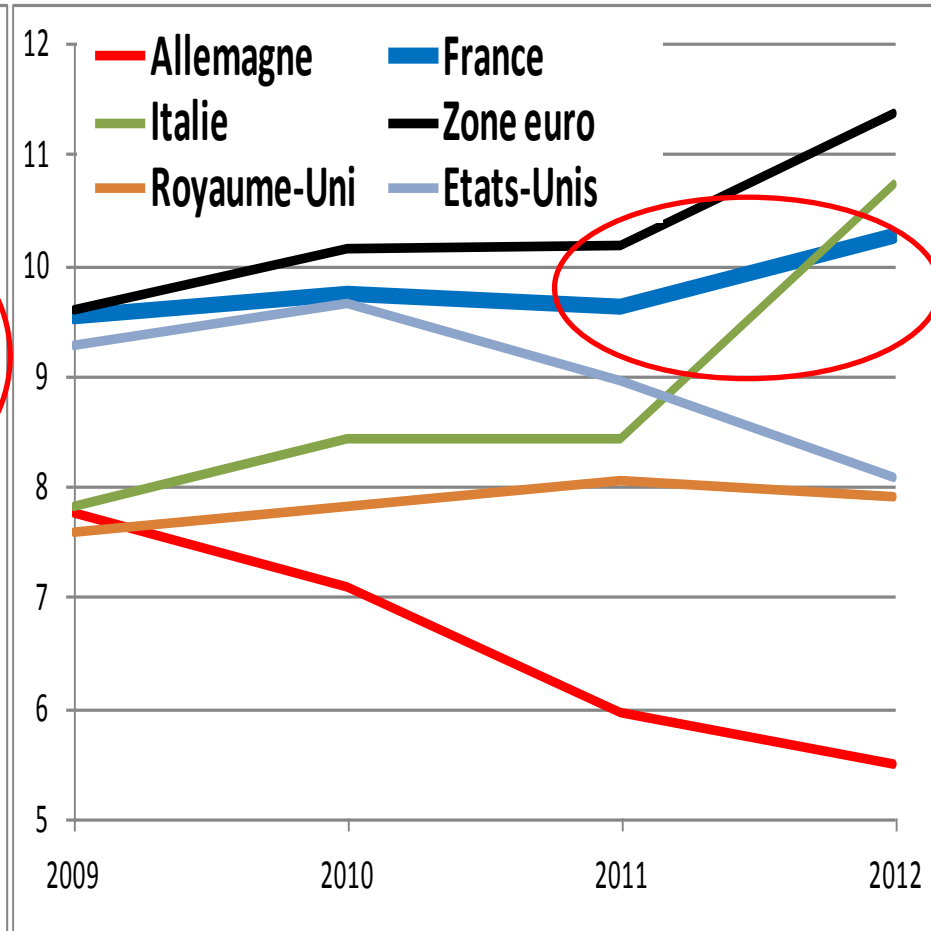
France : croissance en baisse et chômage en hausse

Taux de croissance du PIB (volume, %)



Source : Eurostat

Taux de chômage (%)



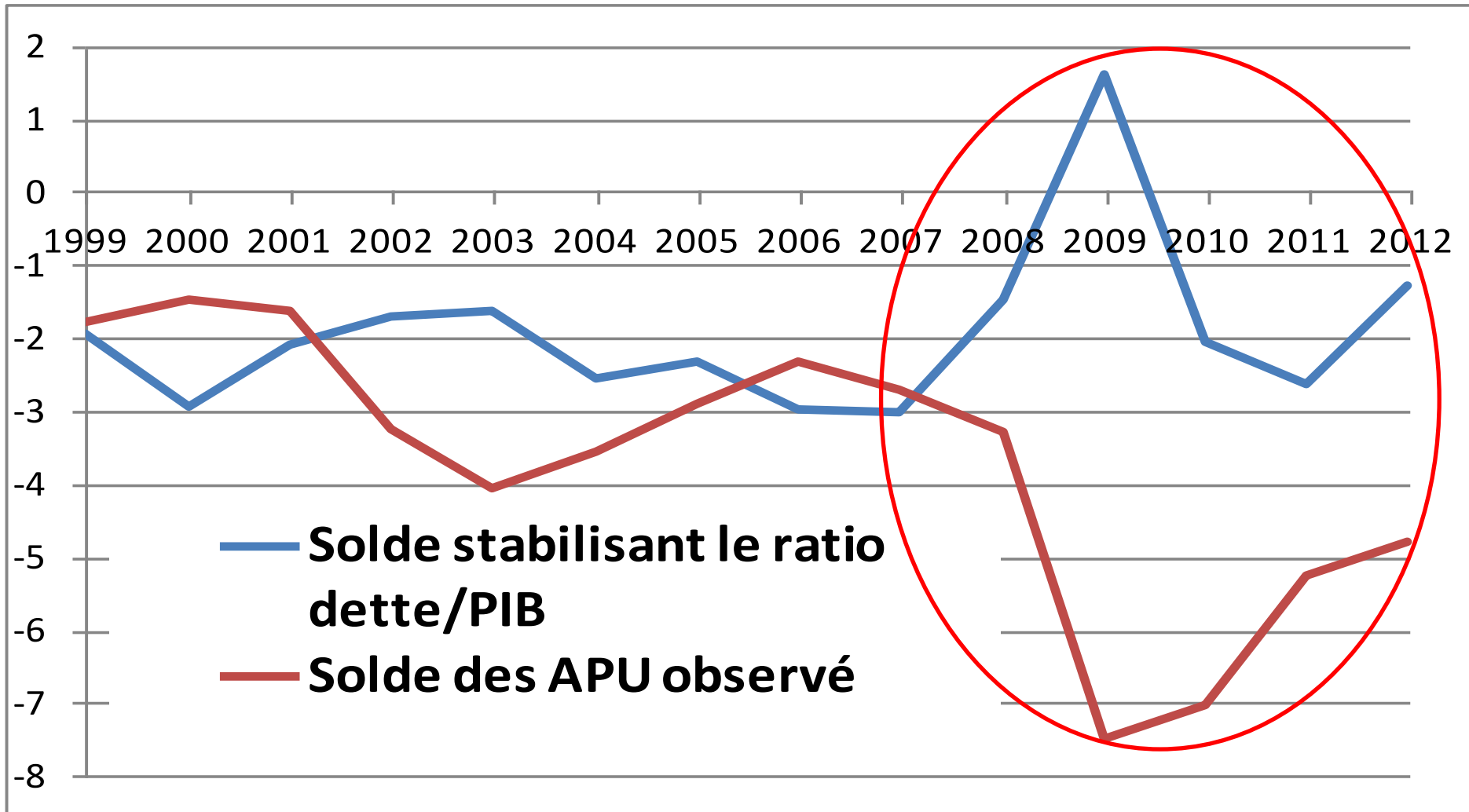
Source : Eurostat



2. Réduire les dépenses publiques

Un déficit public loin du niveau stabilisant la dette

Solde des APU observé et solde stabilisant le ratio dette/PIB (% du PIB)



Sources : INSEE, Banque de France

Un ralentissement souhaitable du GVT

**Chiffrage de l'impact de différentes mesures sur les dépenses de personnel de l'Etat
(Millions d'euros)**

Poursuite du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite	900Ms €
Poursuite du gel du point d'indice	600Ms €
Réduction des mesures catégorielles	jusqu'à 500 Ms €
Limiter le GVT en ralentissant la progression des carrières	jusqu'à 1200 Ms €

Source : Cour des Comptes, rapport sur la situation des finances publiques, juillet 2012

Un système de retraite loin de l'équilibre en 2020

Solde financier du système de retraite (hors produits et charges financières)

Tous régimes (AGIRC-ARRCO rendements constants)	2011	2014	2017	2020
en % de PIB	-0,70%	-0,90%	-0,90%	entre -0,9% et -1%
en Mds d'€ 2011	-13,2	-17,7	-20,2	entre -19,8 et -21,9

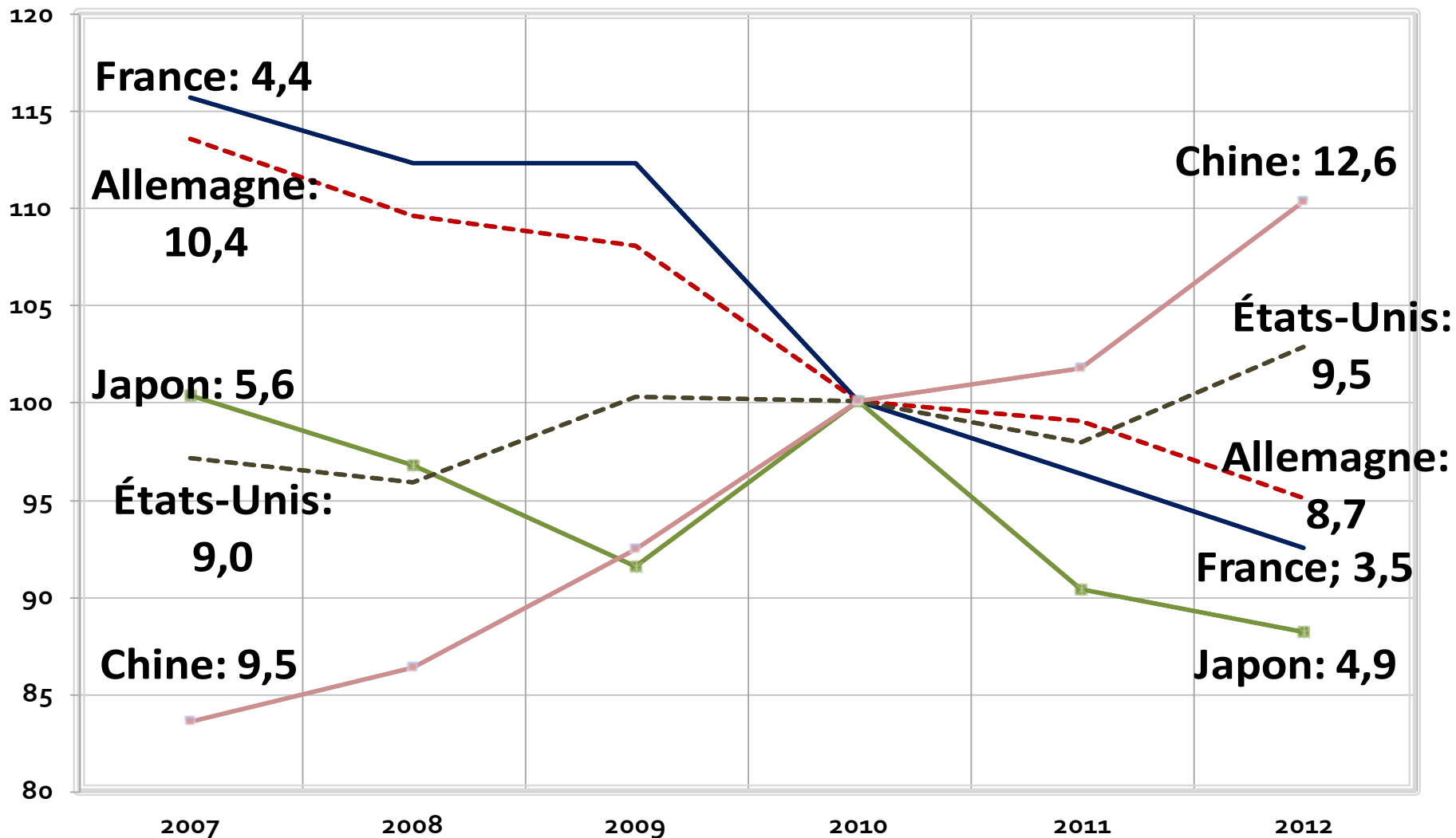
Source : maquette du Comité d'Orientation des Retraites (COR), 2012



3. Restaurer la compétitivité des entreprises

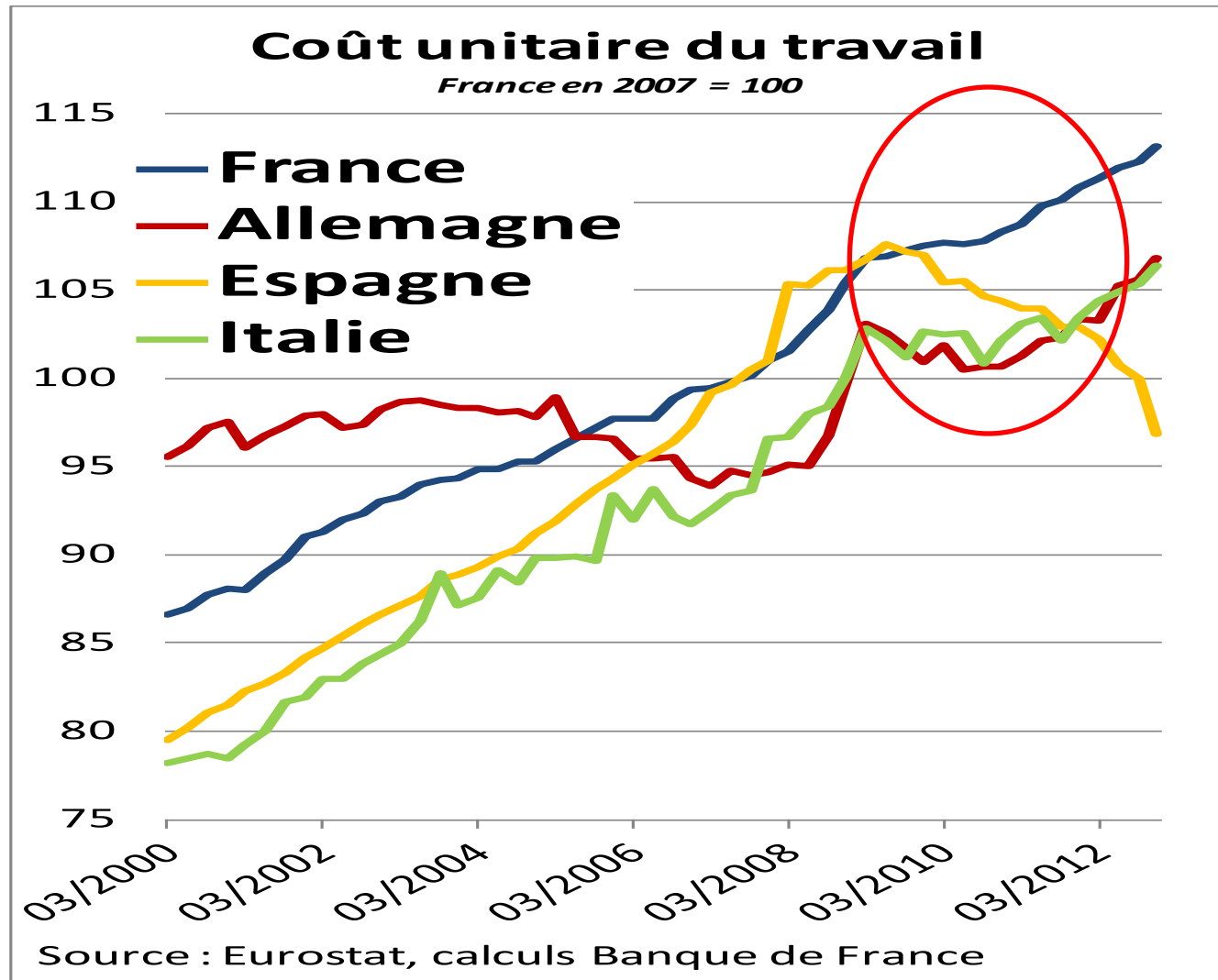
La France continue de perdre des parts de marché

Parts de marché (% et graphiques en base 100 en 2010)



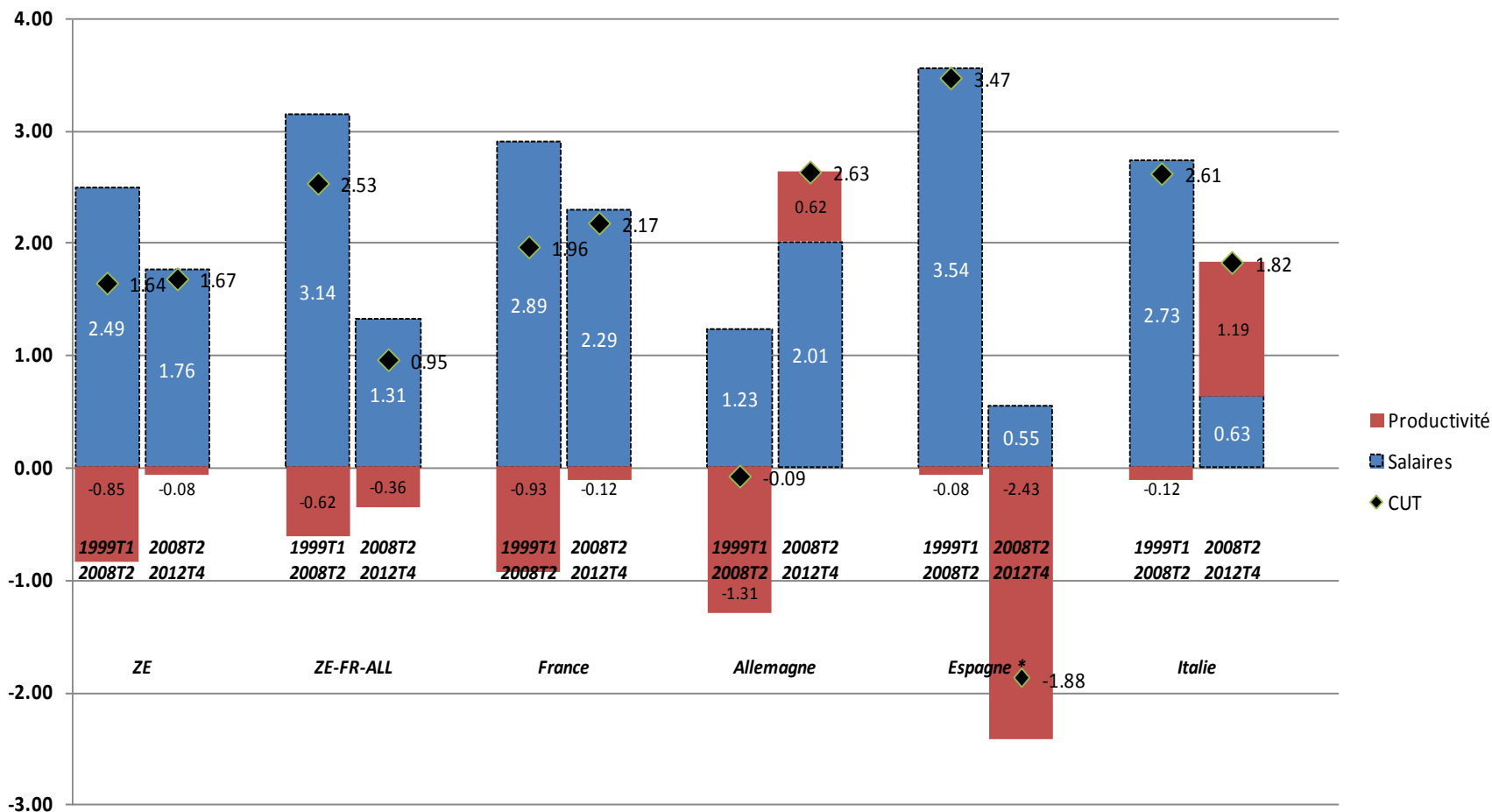
Source : OMC, Valeurs mensuelles du commerce de marchandise, Calculs Banque de France

Coûts unitaires du travail en hausse en France...



... A cause des salaires

Contribution des rémunérations et de la productivité à la croissance des CUT (entre 1999T1 - 2008T2 et 2008T2 - 2012T4)



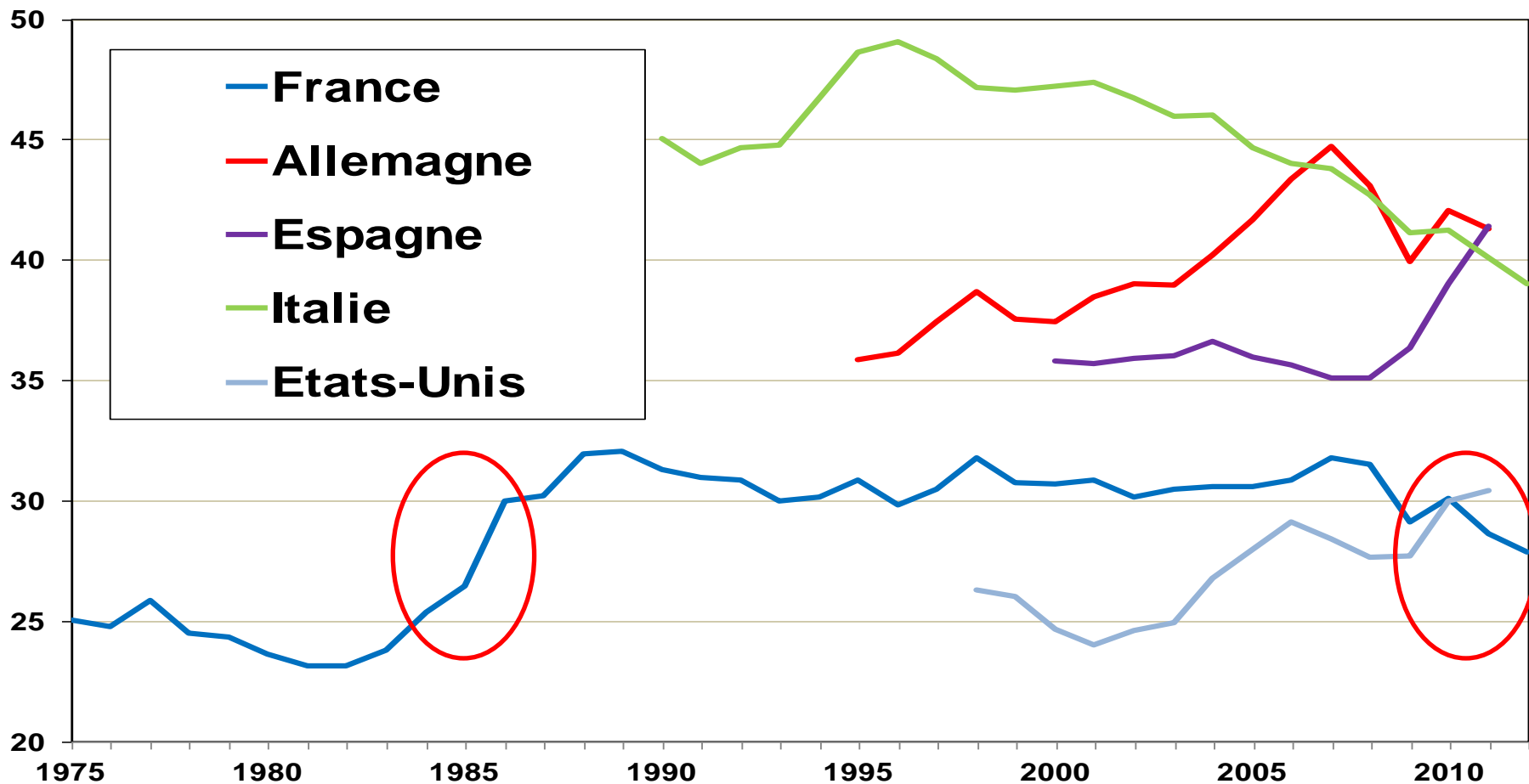
Sources : Eurostat, calculs Banque de France.

Note : Une contribution négative de la productivité correspond à une hausse de la productivité.

* : Espagne, données Eurostat 1999 non disponibles

Entreprises : taux de marge au plus bas depuis 1985

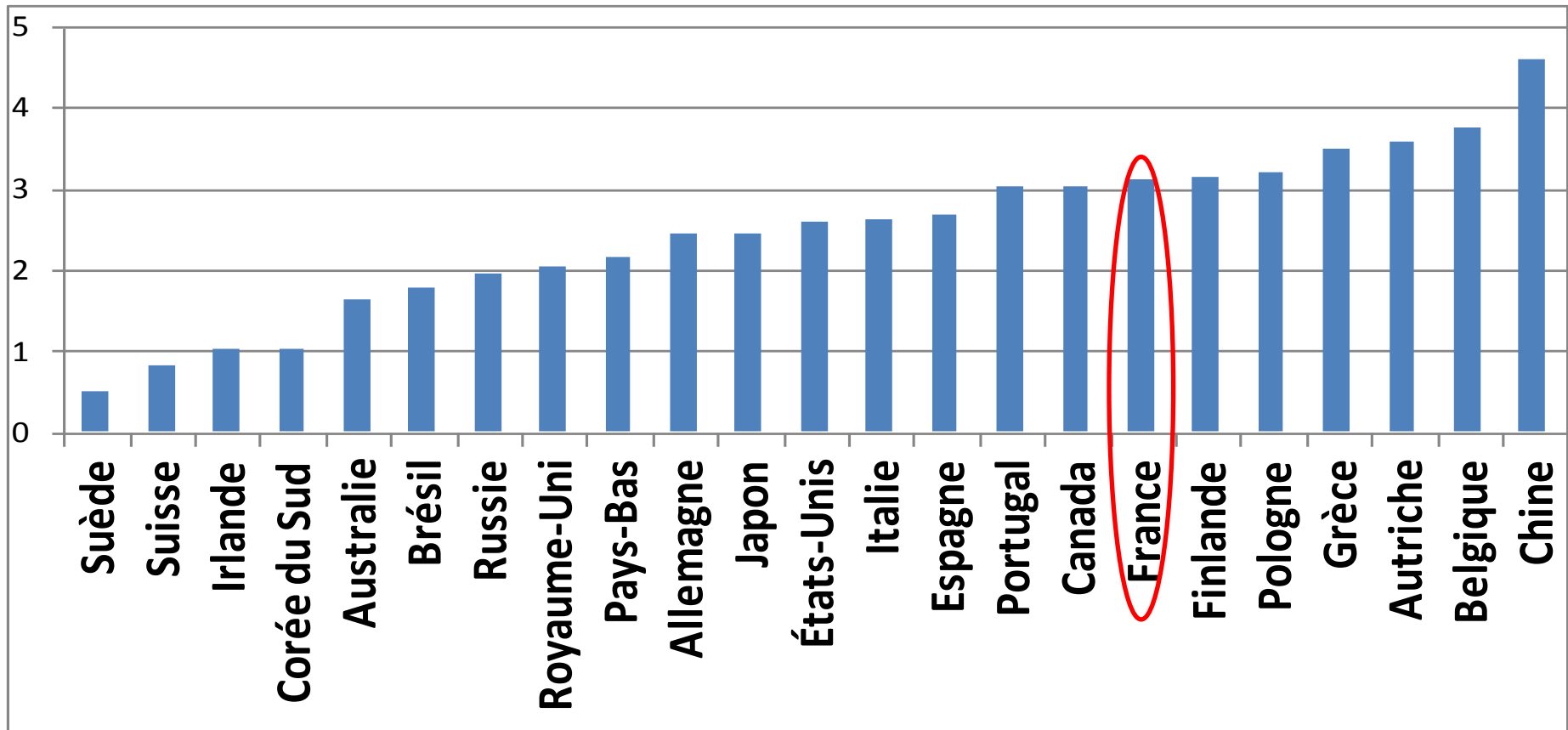
Taux de marge des sociétés non financières (%)



Source : INSEE, comptes nationaux, calculs Banque de France

Restrictions fortes à la concurrence dans les services

Indicateur relatif au commerce de détail, couvrant les barrières à l'entrée, les restrictions aux activités et les dispositifs de contrôle des prix (année 2008)



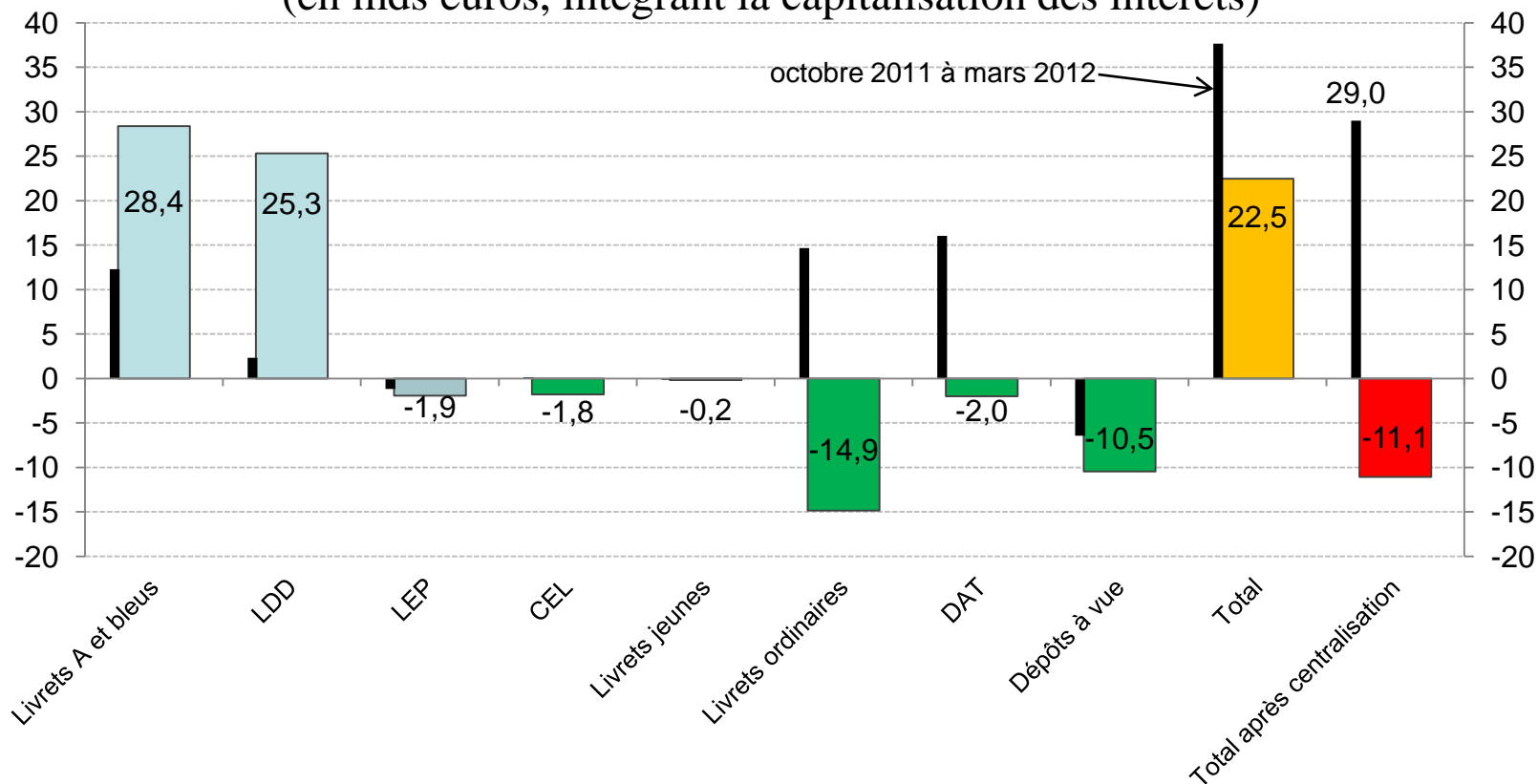
Note : cet indicateur est d'autant plus défavorable qu'il est élevé.



4. L'évolution du secteur financier

Impact sur les ressources bancaires du relèvement des plafonds des livrets réglementés

Flux mensuels cumulés d'octobre 2012 à mars 2013
(en mds euros, intégrant la capitalisation des intérêts)

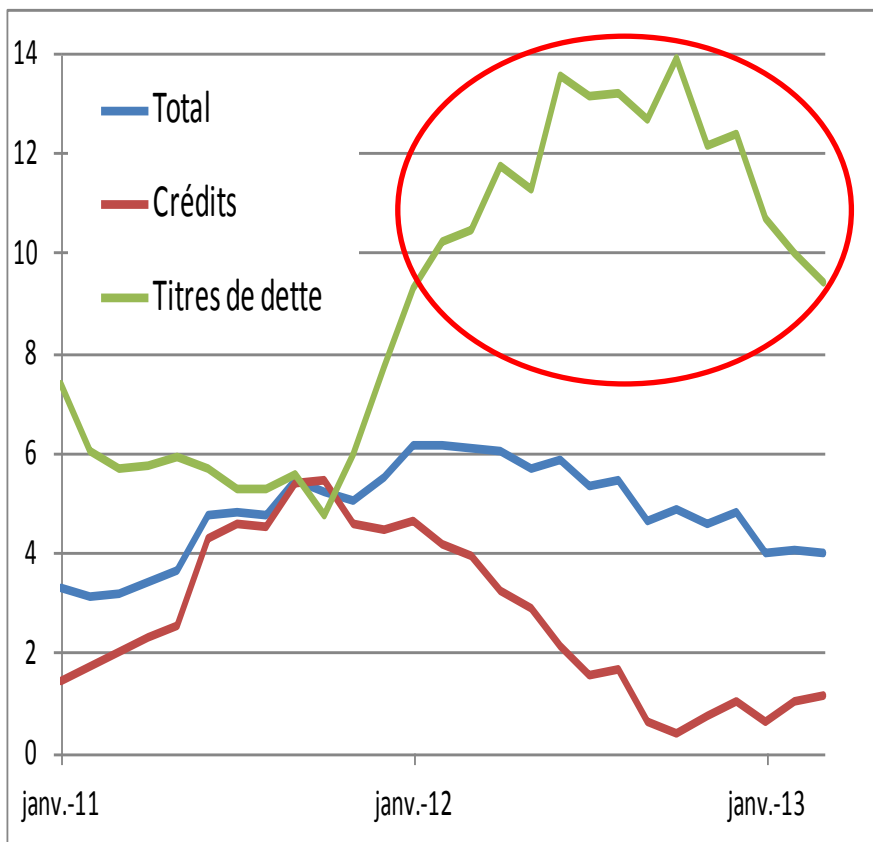


Flux cumulés des livrets A et LDD :
T4 2012 : 37,3 Mds (dont 6,6 Mds de capitalisation des intérêts)
T1 2013 : 16,3 Mds

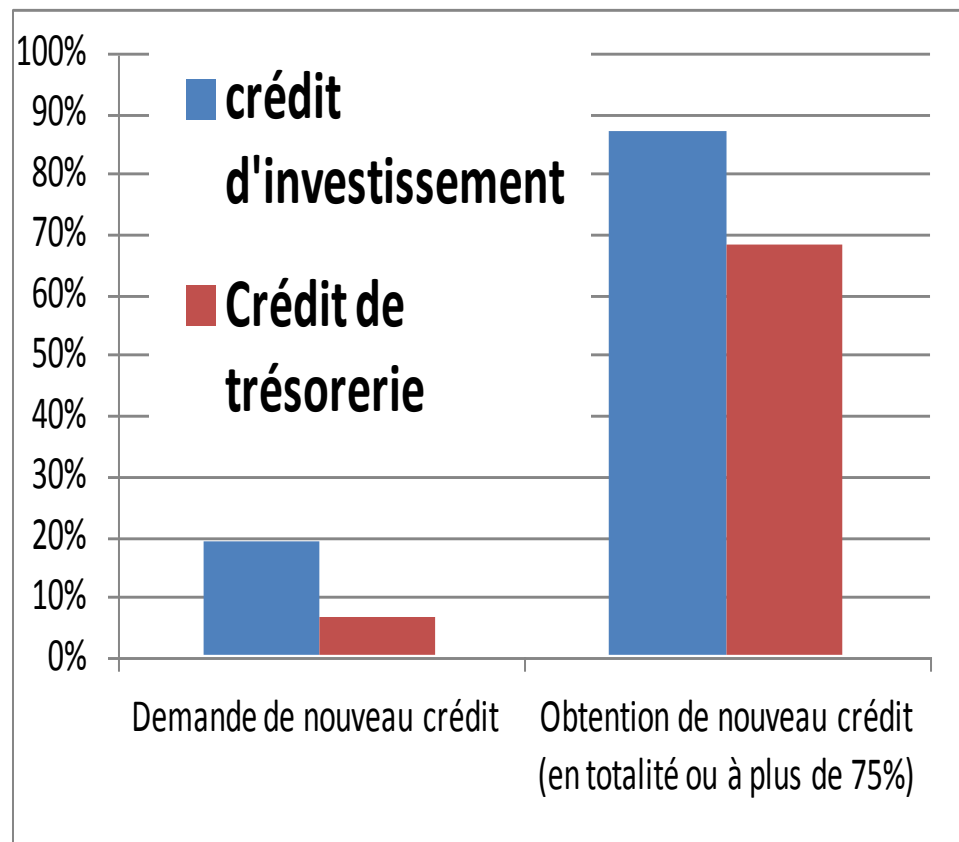
Octobre 2011-Mars 2012= droites en noir
Octobre 2012-mars 2013= rectangles en couleur

Attention de la BdF portée aux crédits aux PME

Taux de croissance de l'endettement des SNF par instrument en France (%)



Demande et obtention de nouveaux crédits par les PME (% , moyenne 2012T2-2013T1)

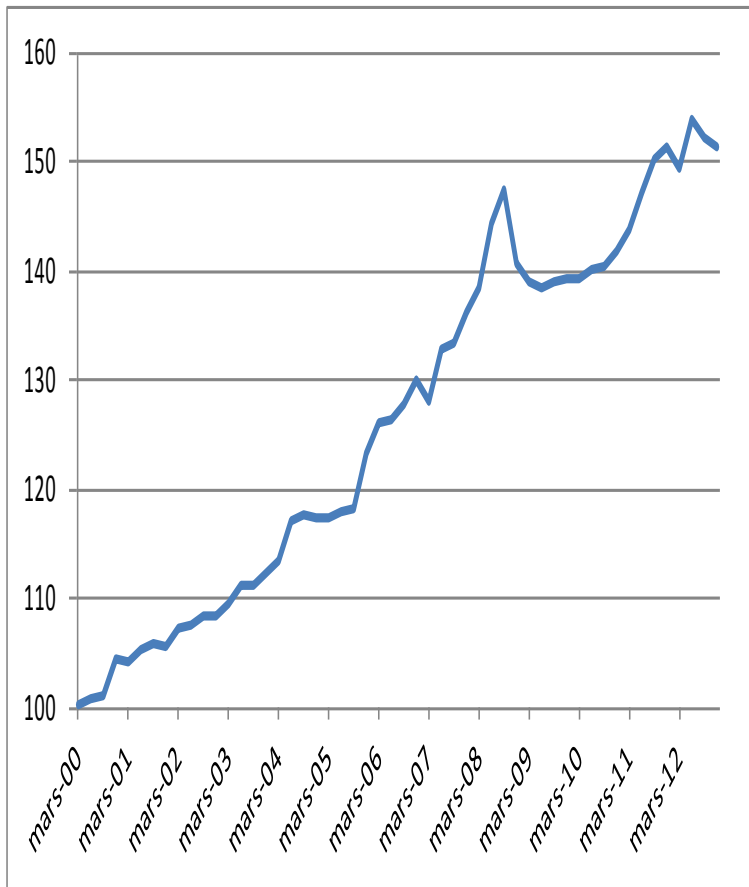




5. Améliorer l'offre de logements

Problèmes d'offre de logements en France

Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (indice, 100=mars 2000)



Source : INSEE

Nombre de logements cumulés sur 12 mois

Unité : millier de logements



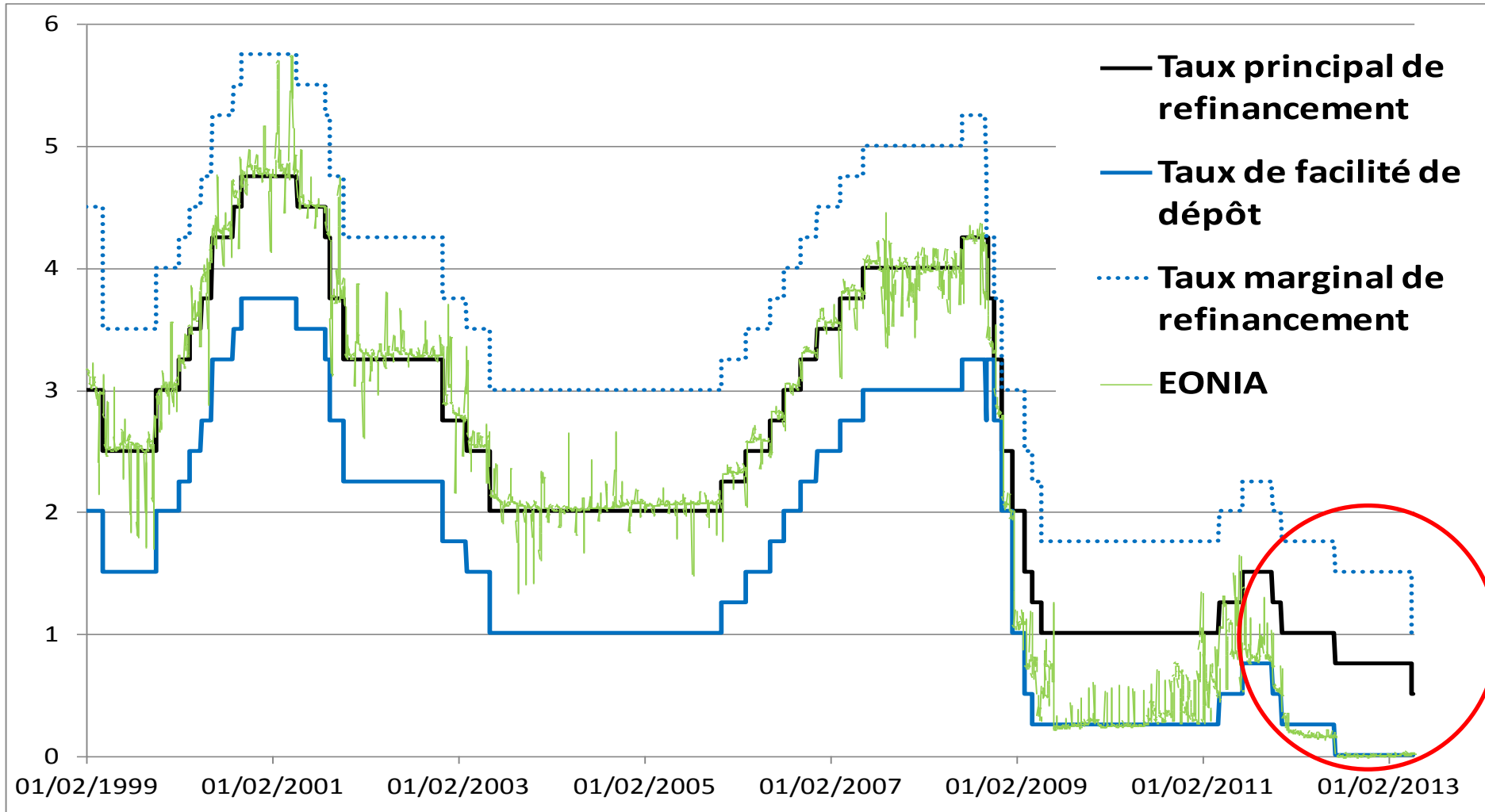
Source : SOeS, Sit@del2



6. Stabilité de la zone euro, croissance et politique monétaire

Une politique monétaire conventionnelle très accommodante

Taux directeurs de la zone euro (%)



Politique non conventionnelle : VLTRO & annonce de l'OMT

Taux des obligations privées (%)

